

CR du 2 octobre 2012

Présents membres CME : C Boileau, A Gervais, M Marchand, V Perut, C Richard, G Sebag, M Zerah

Invités Membres CMEL : B Ledastumer, A Luciani

DFIP : EH Benmansour, C Chevrier, S Decoopman, L Nivet, N Vergne-Labro

DPM : D Le Stum

Présentation par Madame Nivet de l'activité à fin aout

On retrouve le différentiel entre les prévisions d'activité (et de recettes) et la réalisation effective. Par rapport à 2011 : activité +1.43% et recettes +2.29%. Avec respectivement pour les activités et les recettes

- Hospitalisation complète +1.30% et +2.34%
- Hospitalisation partielle +1.55% et 2.30%
- -HAD +13.2%
- Les urgences restent quasi stables (+0.81%) par rapport à l'année antérieure.

Une présentation est effectuée par spécialité. Parmi les spécialités en baisse d'activité on retrouve, comme en 2011 l'obstétrique (-1600 séjours soit -3,3% d'activités). Et la pneumologie en médecine (avec la pédiatrie, l'hépatogastro, la rhumato). Les participants s'interrogent sur l'impact des restructurations, et ré-expriment leurs souhaits d'en voir une évaluation médico-économique.

Il y a une plus grande efficacité des transmissions de facturation. Il ne peut donc y avoir un rattrapage aussi fort qu'en 2011 sur les facturations

Présentation par Monsieur Benmansour de l'état de vétusté immobilière (diaporama en ligne)

http://cme.aphp.fr/reserv-gr-groupes-cme/activite_ressources/cr_sc_activite_ressources/pres_02_10_2012/car_02_10_2012

Les arbitrages du plan pluri annuel d'investissement ayant lieu fin octobre, les investissements « obligatoires » risque incendie, électrique...sont étudiés

Sur 37 sites, 700 batiments, 3 millions et demi de m², on recense 1400 ascenseurs , 25 chaufferies... Trois évaluations sont faites : vétusté, conformité (incendie, amiante, électrique), obsolescence. Chaque GH dispose de cartes de ses bâtiments concernant ces trois évaluations et les car des cmel peuvent les demander.

L'exemple de Beaujon-Bichat est cité où la mise aux normes sur les deux sites nécessite 93 millions d'investissement pour les seules mises aux normes incendie.